

Conseil d'Administration du 7 octobre 2016

Commission des finances du 3 octobre

BR 2

1- La masse salariale.....	2
Tableau 1 : La Masse salariale	3
Tableau 2 : Répartition de la masse salariale	3
2- La BR 2	4
2-1 Réactualisation des autorisations budgétaires, budget principal après BR2	4
2-2 Réactualisation du tableau de l'équilibre financiers.....	4
2-3 Opérations pour compte de tiers	5
2-4 Les recettes par origine de financements	5
2-5 Réactualisation du budget de l'établissement en droits constatés.....	6
2-6 Réactualisation du plan de trésorerie.....	7

Cette DBM porte essentiellement sur la masse salariale, nous permet de réactualiser la masse salariale en tenant compte de l'augmentation du plafond d'emploi et des mesures prises au niveau national.

Cette modification se fera essentiellement par un changement de masse, auquel s'ajoutent des ressources propres affectées par les composantes pour ajuster leur masse salariale.

1- La masse salariale

Les nouvelles prévisions de dépenses de masse salariale contenues dans ce budget rectificatif n° 2 pour 2016 ont été déterminées sur la base de la consommation constatée en 2015 et de celle enregistrée pour les 8 premiers mois de 2016. A ce montant, ont été ajoutés les différents facteurs d'évolution (Tableau n° 3) pouvant faire varier la masse salariale en 2016 notamment :

- le Glissement-Vieillesse-Technicité solde incluant les évolutions de carrière (avancements d'échelon, de grade et de corps) et le solde des entrées/sorties d'agents,
- les incidences des décisions nationales telles que la mise en œuvre de la loi Sauvadet (impact de la titularisation et versement de la prime spéciale d'installation), l'évolution du SMIC, la mise en œuvre du PPCR pour les catégories B, l'augmentation de la valeur du point d'indice de la fonction publique (+ 0,6 %) au 1^{er} juillet 2016
- les éléments liés à la politique de l'université : maîtrise des recrutements de titulaires et de contractuels, modifications de la structure des emplois et créations, amélioration de la politique indemnitaire des personnels Biats titulaires dans le cadre de la mise en place du RIFSEEP, amorce de l'effet de l'adhésion Pôle emploi sur la baisse des dépenses engendrées par le versement des allocations chômage, diminution de la consommation d'heures complémentaires d'enseignement.

De par l'ensemble de ces éléments, le budget rectificatif n° 2 de 2016 prévoit un montant des crédits de masse salariale de **197 796 000 €**.

S'agissant des évolutions mensuelles (cf : tableau 1) « prévisions de décompte des ETPT (...) », il apparaît qu'à l'instar des années précédentes, certains versements s'effectuant de manière trimestrielle ou semestrielle, ils engendrent des pics plus élevés de consommation. A titre d'exemple, c'est le cas des indemnités versées aux enseignants (PRES¹ payée sur les mois de janvier et de juillet ; PEDR et PES² versées en mars, juin, septembre et décembre, paiement des PCA³ en juillet par exemple), sans oublier la GIPA⁴. La mise en paiement des cours complémentaires enregistre également un calendrier variable (montant très important versé en août car il concerne tous les enseignants permanents de l'université effectuant des heures complémentaires). L'incidence prévisionnelle de la réforme de la politique indemnitaire liée au RIFSEEP a été inscrite sur le mois de décembre 2016.

¹ PRES : Prime de Recherche et d'Enseignement Supérieur

² PEDR : Prime d'Encadrement Doctoral et de Recherche et PES : Prime d'Excellence Scientifique.

³ PCA : Primes de Charges Administratives

⁴ GIPA : Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat.

Tableau 1 : La Masse salariale

	janv	févr	mars	avr	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	déc	moyenne annuelle
Décompte en ETPT des emplois sous plafond Etat (a)	2 493,4	2 488,2	2 487,4	2 479,0	2 478,0	2 481,1	2 469,9	2 453,2	2 440,3	2 467,9	2 471,9	2 464,1	2 472,9
Décompte en ETPT des emplois financés sur ressources propres (b)	404,2	421,5	420,1	421,0	421,0	431,9	418,8	408,1	433,8	424,4	420,0	420,0	420,4
Total ETPT (c) = (a)+(b)	2 897,6	2 909,7	2 907,5	2 900,0	2 899,0	2 913,0	2 888,7	2 861,3	2 874,1	2 892,3	2 891,9	2 884,1	2 893,3
													Total annuel
Masse salariale (y compris capital-décès)	16 478 164	16 384 994	16 036 705	15 553 331	16 941 526	16 153 962	16 754 313	20 224 959	15 684 046	15 400 000	16 167 000	16 017 000	197 796 000

Tableau 2 : Répartition de la masse salariale

	BP 2016	BR2 2016
PAYE ETAT	164 889 108	1 000 000
Total services centraux	7 390 321	0
Total composantes	6 399 088	123 000
Total des HC	8 160 427	68 652
Total recherche	3 621 621	12 808
ASSEDIC et ARE	700 000	
Total hors SACD	191 160 565	1 204 460
SAIC	5 041 935	
CNL	230 000	
Total Etablissement	196 432 500	1 204 460
SIE Eiffel	92000	
SIE UNICIEL	60 000	40000
Total masse salariale	196 584 500	1 244 460

Total masse salariale après DBM

197 828 960

2- La BR 2

2-1 Réactualisation des autorisations budgétaires, budget principal après BR2

	Dépenses		Recettes	
	Montants		Montants	
	AE	CP		
Personnel	197 828 960	197 828 960		Recettes globalisées
dont contribution employeur au CAS pension			193 962 054	Subvention pour charges de service public
			8 406 591	Autres financement de l'état
				Fiscalité affectée
Fonctionnement et intervention	41 473 346	38 596 572	17 526 720	Autres financements publics
			20 158 880	Recettes propres
Investissement	12 898 096	9 036 633		
TOTAL DES DEPENSES	252 200 402	245 462 165	240 054 245	TOTAL DES RECETTES

Solde budgétaire	
Excédentaire si le Total des recettes > Total des CP	
Déficitaire si Total des recettes < Total des CP	-5 407 920

Le déficit budgétaire reste inchangé par rapport à la BR 1 puisqu'il s'agit principalement d'un changement de masse entre le fonctionnement et le personnel et que ce fonctionnement était déjà intégré dans le budget.

Pour les ressources propres, celles-ci ont déjà l'objet d'un encaissement.

2-2 Réactualisation du tableau de l'équilibre financiers

BESOINS		FINANCEMENTS	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	5 407 920,00	-	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
Remboursements d'emprunts (capital) ; Nouveaux prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b1)	-	-	Nouveaux emprunts (capital) ; Remboursements de prêts (capital) ; Dépôts et cautionnements (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)**	512 652,00	512 652,00	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)**
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1)		2 000 000,00	Autres encaissements sur comptes de tiers (e2)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	5 920 572,00	2 512 652,00	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
ABONDEMENT de la trésorerie (I)=(2) - (1)	-	3 407 920,00	PRLELEVEMENT de la trésorerie (II)=(1) - (2)
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***	-	-	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
dont Abondement de la trésorerie non fléchée (d)	-	3 407 920,00	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée (d)
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	5 920 572,00	5 920 572,00	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

2-3 Opérations pour compte de tiers

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements (c1)	Prévisions d'encaissements (c2)
Opération 1	C 46711	AIDE MOBILITE INTERNATIONALE	416 400,00	
	C 46711			416 400,00
Opération 2	C 4718	INTERREG ENCAISSEMENT		96 252,00
	C 4718	INTERREG REVT PARTENAIRES	96 252,00	
Opération ...	C 4...			
	C 4...			
TOTAL			512 652,00	512 652,00

2-4 Les recettes par origine de financements

		Encaissements Année 2016
Subventions pour charges de service public		193 962 054
Autres financements publics		25 933 311
Ministère		
	Ministère de enseignement supérieur (programmes 150 & 2)	1 836 871
	Subventions autres ministères	1 684 010
	ANR hors investissement d'avenir	3 731 407
	ANR investissement d'avenir	1 154 303
Collectivités locales		
	Région	5 150 941
	Union Européenne	4 691 176
	Autres subventions publiques	2 484 075
	Autres recettes publiques	5 200 528
Autres ressources propres		20 158 880
	Droits d'inscription	1 600 000
	FC et VAE	7 568 363
	Taxe d'apprentissage	610 012
	contrat recherche hors ANR	5 154 718
	Valorisation	55 000
	Autres subventions	
	Autres recettes	5 170 787
TOTAL RESSOURCES		240 054 245

2-5 Réactualisation du budget de l'établissement en droits constatés

COMPTE DE RESULTAT PREVISIONNEL

DEPENSES	BP n	BR1	BR 2	Total après BR	RECETTES	BP n	BR1	BR 2	Total après BR
Personnel	196 399 799,00	0	1 429 161	197 828 960	Subventions Etat	199 684 635,00	0	0	199 684 635,00
Fonctionnement	61 986 118,00	265 079	-1 304 005	60 947 192	ressources fiscales				0,00
					Autres subventions	18 093 038,00	170 215		18 263 253,00
					Autres ressources	42 413 214,00	94 864	125 156	42 633 234,00
TOTAL DES DEPENSES (1)	258 385 917,00	265 079	125 156	258 776 152	TOTAL DES RECETTES (2)	260 190 887,00	265 079	125 156	260 581 122
Résultat prévisionnel bénéfice (3 = 2 - 1)		0		1 804 970	Résultat prévisionnel perte (4=1-2)				
TOTAL EQUILIBRE (1+3=2+4)	260 190 887,00	265 079		260 581 122,00	TOTAL EQUILIBRE (1+3=2+4)	260 190 887,00	265 079	125 156,00	260 581 122,00

TABLEAU DE FINANCEMENT ABREGE

EMPLOIS	BP n	BR1	BR 2	Total après BR	RESSOURCES	BP n	BR1	BR 2	Total après BR
Insuffisance d'autofinancement					Capacité d'autofinancement	6 869 970,00			6 869 970,00
Investissements	8 933 873	5 036 714	0	13 970 587	Subvention d'investissement Etat	150 000,00	700 000		850 000,00
					Autres subvention d'investissement	1 986 074,00			1 986 074,00
					Autre ressources				
TOTAL DES EMPLOIS (5)	8 933 873,00	5 036 714	0	13 970 587	TOTAL DES RESSOURCES (6)	9 006 044,00	700 000	0	9 706 044
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7=6-5)					PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8=6-5)				4 264 543

La BR 2 ne modifie pas le résultat prévisionnel ni le prélèvement sur fonds de roulement puisqu'il s'agit pour l'essentiel d'un changement de masse et que les crédits nouveaux s'équilibrent en recettes et en dépenses.

2-6 Réactualisation du plan de trésorerie

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	15 418 579	47 153 816	29 807 825	13 333 151	45 847 401	27 358 053	13 797 554	64 489 893	46 673 961	31 912 528	44 311 373	27 913 546	408 017 682
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	51 088 038	3 013 771	3 114 277	51 746 362	2 998 512	4 332 800	72 582 996	2 381 528	6 343 627	33 099 905	3 375 575	5 851 698	239 929 089
Subvention pour charges de service public	48 490 514			48 490 514			67 886 876			29 094 150			193 962 054
Autres financements de l'État	550 000	500 000	540 000	607 800	597 800	597 800	621 572	597 800	723 572	623 304	573 572	1 873 372	8 406 591
Fiscalité affectée													-
Autres financements publics	700 667	1 522 754	1 074 510	857 186	1 221 820	2 096 608	1 747 529	693 836	3 049 289	1 309 519	1 435 986	1 691 859	17 401 564
Recettes propres	1 346 858	991 017	1 499 767	1 790 862	1 178 892	1 638 392	2 327 019	1 089 892	2 570 766	2 072 932	1 366 017	2 286 467	20 158 880
Recettes budgétaires fléchées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Financements de l'État fléchés													-
Autres financements publics fléchés													-
Recettes propres fléchées													-
Opérations non budgétaires	-	113 040	96 252	188 400	-	2 075 360	-	-	-	-	39 600	-	2 512 652
Emprunts : encaissements en capital													-
Prêts : encaissement en capital													-
Dépôts et cautionnements													-
Opérations gérées en comptes de tiers :	-	113 040	96 252	188 400	-	2 075 360	-	-	-	-	39 600	-	2 512 652
- TVA encaissée						2 000 000							2 000 000
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements		113 040		188 400		75 360					39 600		416 400
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers			96 252										96 252
A. TOTAL	51 088 038	3 126 811	3 210 528	51 934 762	2 998 512	6 408 160	72 582 996	2 381 528	6 343 627	33 099 905	3 415 175	5 851 698	242 441 741
DECAISSEMENTS													
Dépenses liées à des recettes globalisées	19 352 802	20 472 802	19 572 802	19 267 460	21 467 460	19 967 460	21 848 257	20 197 460	21 047 460	20 647 460	19 759 402	21 736 184	245 337 009
Personnel	15 702 802	16 602 802	15 702 802	15 702 802	17 202 802	15 702 802	15 702 802	19 202 802	15 952 802	16 752 802	15 952 802	17 403 681	197 584 500
Fonctionnement	3 500 000	3 120 000	3 320 000	3 149 453	3 149 453	3 149 453	4 280 250	829 453	4 279 453	3 229 453	3 129 453	3 579 453	38 715 876
Intervention													-
Investissement	150 000	750 000	550 000	415 205	1 115 205	1 115 205	1 865 205	165 205	815 205	665 205	677 147	753 050	9 036 633
Dépenses liées à des recettes fléchées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Personnel													-
Fonctionnement													-
Intervention													-
Investissement													-
Opérations non budgétaires	-	-	112 400	153 052	20 400	1 200	42 400	-	57 600	53 600	53 600	18 400	512 652
Emprunts : remboursements en capital													-
Prêts : décaissements en capital													-
Dépôts et cautionnements													-
Opérations gérées en comptes de tiers :	-	-	112 400	153 052	20 400	1 200	42 400	-	57 600	53 600	53 600	18 400	512 652
- TVA décaissée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements			112 400	56 800	20 400	1 200	42 400		57 600	53 600	53 600	18 400	416 400
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers				96 252									96 252
B. TOTAL	19 352 802	20 472 802	19 685 202	19 420 512	21 487 860	19 968 660	21 890 657	20 197 460	21 105 060	20 701 060	19 813 002	21 754 584	245 849 660
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	31 735 237	- 17 345 991	- 16 474 674	32 514 250	- 18 489 348	- 13 560 499	50 692 339	- 17 815 932	- 14 761 433	12 398 845	- 16 397 827	- 15 902 887	3 407 920
SOLDE CUMULE (1) + (2)	47 153 816	29 807 825	13 333 151	45 847 401	27 358 053	13 797 554	64 489 893	46 673 961	31 912 528	44 311 373	27 913 546	12 010 659	